

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondation - Marché 22006-1 "Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation sur des communes landaises - Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation sur des communes landaises" - Modification en cours d'exécution - Avenant n°2

Exposé des motifs :

Le dispositif MIRAPI est un dispositif expérimental qui, contrairement aux opérations analogues réalisées dans le cadre des PAPI ou des PPRI, ne repose pas sur une stratégie préalablement établie pour un territoire en réponse à une occurrence de crue particulière.

Ainsi, après une première série de diagnostics, il s'avère qu'il est nécessaire, dans le cas de MIRAPI, de prévoir pour chaque bien concerné à la fois la stratégie du « céder » à l'inondation (pour les crues extrêmes) mais aussi celle du « résister » à l'inondation pour les crues fréquentes.

Ainsi, il convient que le prestataire révise le contenu de 39 rapports de vulnérabilité au regard de ces éléments qui n'étaient pas prévus dans la prestation initiale.

Le coût unitaire de la révision d'un rapport s'élève à 125 € HT.

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 de ce même code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'alinéa 5 de l'article L.2194-1 et l'article R.2194-7 du code de la commande publique.

Vu le marché n°22006-1 de réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation des biens à usage d'habitation des communes landaises attribué à l'entreprise OSGAPI, Considérant la nécessité de modifier les rapports de vulnérabilité afin d'y intégrer la double stratégie « céder » et « résister »,

Vu le devis référencé M.2022.6 DVB.HEP.Avenant établi par l'entreprise titulaire du marché en date du 12 octobre 2022,

Vu l'alinéa 5 de l'article L.2194-1 et l'article R.2194-7 du code de la commande publique,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'ajouter un nouveau prix au bordereau des prix unitaires du marché n°22006-1 pour la révision des rapports de vulnérabilité,
- d'établir ce nouveau prix à 125 € HT l'unité conformément au devis référencé M.2022.6 DVB.HEP.Avenant établi par l'entreprise titulaire du marché en date du 12 octobre 2022,
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 au marché n°22006-1 tel qu'annexé et d'autoriser le président à le signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1736H1-DE

MARCHÉ n° 22006-1 - AVENANT n° 2

**Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation
(habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur des communes
landaises**

**Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage
d'habitation sur des communes landaises**

Avenant n° 2 au marché n° 22006-1

en vertu de l'alinéa 5 de l'article L.2194-1 du code de la commande publique

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération n°64/2021 en date du 22 septembre 2021 de l'Institution Adour.

Article 2 : Identification du titulaire du marché public

OSGAPI
30 rue Nationale
30000 Nîmes
Tél : 09.74.76.93.52 - contact@osgapi.com
SIRET : 835 125 428 00036

Article 3 : Objet du marché public

Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur des communes landaises

Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation sur des communes landaises

- Date de la notification du marché public : 19 avril 2022
- Durée d'exécution du marché public : 20 mois
- Montant initial du marché public :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 548 500,00 €
 - Montant TTC : 658 200,00 €



Article 4 : Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique

Le dispositif MIRAPI est un dispositif expérimental qui, contrairement aux opérations analogues réalisées dans le cadre des PAPI ou des PPRI, ne repose pas sur une stratégie préalablement établie pour un territoire en réponse à une occurrence de crue particulière.

Ainsi, après une première série de diagnostics, il s'avère qu'il est nécessaire dans le cas de MIRAPI de prévoir, pour chaque bien concerné, à la fois la stratégie du « céder » à l'inondation (pour les crues extrêmes) mais aussi celle du « résister » à l'inondation pour les crues fréquentes.

Ainsi, il convient que le prestataire révise le contenu de 39 rapports de diagnostics au regard de ces éléments qui n'étaient pas prévus dans la prestation initiale.

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 de ce même code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-7 du code de la commande publique.

Incidence financière de l'avenant

Le coût unitaire de révision du rapport de diagnostic est chiffré à 125 € HT.

39 rapports sont concernés par ce besoin de sorte que le montant supplémentaire induit par l'avenant est établi à 4 875 € HT soit 5 850 € TTC.

Cet avenant n°2 introduit une augmentation de 0,89 % du montant initial du marché.

Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant n'a pas d'incidence sur la durée du marché.

Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

L'article et pièces suivants du marché est modifiés :

- BPU avec introduction d'un nouveau prix pour la révision des rapports de diagnostics établi à 125 € HT l'unité.

Toutes les autres clauses et pièces du marché demeurent inchangées.





Article 5 : Signature du titulaire du marché public

À Nîmes, le

Thomas Darras
Président d'Osgapi

projet



Article 6 : Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

projet

